

Pour diffusion immédiate : 15 novembre 2017

Une coalition d'ONG salue la décision du Conseil de sécurité de renforcer la mission de l'ONU en République centrafricaine

New York, 15 novembre 2017 – La décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'augmenter les effectifs la mission des Nations Unies en République centrafricaine (RCA) de 900 casques bleus a été saluée aujourd'hui par une coalition de 16 ONG, dont Amnesty International, la FIDH et le Norwegian Refugee Council.

La situation dans le pays s'est détériorée ces derniers mois : les combats entre milices rivales ont forcé des centaines de milliers de civils à fuir leur foyer et 2,4 millions de personnes dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire.

La mission de l'ONU en RCA, la MINUSCA, bien qu'elle ait enregistré quelques succès pour prévenir des violences, ne parvient pas, avec ses 10 000 Casques bleus, à assurer la protection des civils dans un territoire grand comme la France. Ses faibles performances ont également entamé sa crédibilité auprès d'une partie de la population.

Kessy Soignet, fondatrice d'**URU (« Décoller »)**, une organisation de la jeunesse en RCA, a déclaré : « Les jeunes sont l'avenir de mon pays et la grande majorité d'entre nous veut un avenir pacifique et prospère. La décision d'aujourd'hui nous donne de l'espoir. Elle réaffirme que la communauté internationale partage notre vision et comprend que la priorité absolue est de veiller à ce que les habitants de la RCA se sentent en sécurité. La capacité des casques bleus à se déployer rapidement pour protéger les civils innocents lors des prochaines vagues de violence est une question de vie ou de mort. »

Stephen Cockburn, directeur régional adjoint pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest à **Amnesty International**, a déclaré : « Les civils en RCA ont besoin du soutien et de la protection inconditionnels de la communauté internationale dans un contexte plus que jamais fragile. La mission onusienne a fait un travail important avec des moyens limités pour sauver des vies et empêcher un bain de sang. Cet accord visant à renforcer les effectifs est le bienvenu et il doit être mis en œuvre dès que possible. »

Mariane Irion, directrice régionale du **Norwegian Refugee Council**, a déclaré : « Une mission renforcée de l'ONU ne va pas résoudre tous les problèmes du pays, mais elle est essentielle pour prévenir l'escalade de la violence et de possibles atrocités de masse. La priorité numéro un des casques bleus doit maintenant être la protection des civils. »

Ciaran Donnelly, Vice-président principal - Programmes internationaux à **International Rescue Committee**, a déclaré : « Les membres du Conseil de sécurité ont pris la bonne décision aujourd'hui en choisissant d'appuyer une mission qui a le potentiel de faire une réelle différence dans une situation très instable. Des centaines de milliers de civils innocents en RCA ont besoin d'être protégés. Par leur vote, les membres du Conseil de sécurité ont choisi de soutenir les efforts pour leur venir en aide, malgré les pressions visant à réduire les budgets, et pour renforcer la paix et la démocratie dans cet État troublé. »

Martine Villeneuve, directrice RCA pour le **Danish Refugee Council**, a déclaré: « Nous avons récemment rencontré des membres de la communauté à Batangafo, où de violentes attaques en septembre ont obligé les acteurs humanitaires à partir. Après les attaques, les forces de l'ONU ont participé à la négociation d'un accord de paix entre les populations locales et les groupes armés. Ces populations appuient fortement un renforcement de la mission de l'ONU en RCA et craignent de devoir affronter de nouvelles violences sans la présence de l'ONU. »

Alison Giffen, directrice du programme de maintien de la paix du **Center for Civilians in Conflict**, a dit : « Les civils en RCA ont dû faire face cette année à des violences dévastatrices. Si la MINUSCA a réussi à protéger certains d'entre eux, elle a échoué à en protéger d'autres. La mission a besoin de personnel bien entraîné, mieux équipé et prêt à intervenir. Les troupes supplémentaires approuvées aujourd'hui doivent être déployées rapidement pour permettre d'endiguer l'escalade de la violence. La MINUSCA doit continuellement améliorer la façon dont elle s'acquitte de sa mission première, à savoir la protection des civils. »

Florent Geel, directeur Afrique de la **Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme**, a déclaré : « La décision du Conseil de sécurité est bienvenue. Elle peut donner aux casques bleus une chance de restaurer la confiance auprès de la population. Si la MINUSCA fait de la protection des civils sa priorité absolue, elle devrait être en mesure de répondre plus fermement aux groupes armés qui tuent, violent et pillent. Elle devrait aussi pouvoir briser le cycle de l'impunité qui continue d'alimenter la violence en République centrafricaine. »

/ Fin

Organisations signataires:

ACORD, Aegis Trust, Amnesty International, Better World Campaign, Center for Civilians in Conflict, Columbia Law School Human Rights Clinic, Concordis, Danish Refugee Council, Global Centre for the Responsibility to Protect, Human Rights Watch, Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), International Rescue Committee, Invisible Children, Norwegian Refugee Council, Search for Common Ground, URU/« Décoller » (organisation de la jeunesse, RCA).

Contacts :

- Pour des informations générales sur la campagne, et pour être mis en contact avec Kessy Soignet, merci de contacter :
 - **Vanessa Jackson**, Crisis Action, bureau des Nations Unies, +1 646 233 1650, vanessa.jackson@crisisaction.org (anglais uniquement)
- Vous pouvez également contacter :
 - **Evan Cinq-Mars**, conseiller Nations Unies, Center for Civilians in Conflict,

evan@civiliansinconflict.org, +1 (929) 600-1576, Ang

- **Martine Villeneuve**, directrice de pays, Danish Refugee Council, drccar@drc.dk, +236 7272 4827 (anglais et français)
- **Mohammed Chikhaoui**, directeur de pays, International Rescue Committee, mohammed.chikhaoui@rescue.org, +236 72 13 67 04 (anglais et français)

Cette campagne a été coordonnée par Crisis Action, une organisation internationale qui facilite des coalitions d'ONG pour la protection des civils dans les conflits armés. Crisis Action travaille sans visibilité publique et n'a pas vocation à être citée dans les médias.